

Avenant à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017

LE ROYAUME DE BELGIQUE

et

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,

DESIREUX de modifier la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017, ci-après dénommés "la Convention",

SONT CONVENUS des dispositions suivantes :

ARTICLE I

Dans le paragraphe 8, 2° du Protocole final de la Convention, les mots « 24 jours ouvrables » sont remplacés par les mots « 34 jours ouvrables ».

ARTICLE II

Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Avenant à la Convention. L'Avenant à la Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications, et sera applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2022.

ARTICLE III

Le présent Avenant, qui fera partie intégrante de la Convention, demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention elle-même.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT à Luxembourg le 31 août 2021 en double exemplaire en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Avenant bij de overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970 zoals gewijzigd door de avenanten van 11 december 2002, van 16 juli 2009 en van 5 december 2017

HET KONINKRIJK BELGIË

en

HET GROOTHERTOOGDOM LUXEMBURG,

WENSENDE de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd door de Avenanten van 11 december 2002, van 16 juli 2009 en van 5 december 2017 (hierna "de Overeenkomst") te wijzigen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL I

In paragraaf 8, 2° van het Slotprotocol van de Overeenkomst worden de woorden "24 werkdagen" vervangen door de woorden "34 werkdagen".

ARTIKEL II

Elk van de overeenkomstsluitende Staten stelt de andere overeenkomstsluitende Staat langs diplomatieke weg in kennis van de voltooiing van de procedures die door zijn wetgeving voor de inwerkingtreding van dit Avenant bij de Overeenkomst is vereist. Het Avenant bij de Overeenkomst zal in werking treden op de datum van ontvangst van de laatste van deze kennisgevingen en het zal van toepassing zijn op de lonen, salarissen en andere beloningen die behoren tot belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari 2022.

ARTIKEL III

Dit Avenant, dat een integrerend deel uitmaakt van de Overeenkomst, zal van kracht blijven zolang de Overeenkomst zelf van kracht blijft.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, dit Avenant hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Luxemburg, op 31 augustus 2021, in de Franse en de Nederlandse taal, zijnde de twee talen gelijkelijk authentiek.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2023/40405]

9 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel établissant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'évaluation

La Ministre de la Fonction publique,

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, tel que remplacé par la loi du 24 décembre 2002 ;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, § 2, 1°; modifié par la loi du 19 mai 1997 ;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2022 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale, l'article 31, §4 ;

Vu le protocole n° 794 du 27 septembre 2022 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis n° 72.539/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La voie de communication électronique est privilégiée pour l'ensemble des communications relatives à la procédure devant la commission d'évaluation. Si celle-ci n'est pas possible, il est fait usage

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2023/40405]

9 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit houdende huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissie

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid, zoals vervangen bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, § 2, 1°; gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, artikel 6 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2022 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt, artikel 31, §4 ;

Gelet op het protocol nr. 794 van 27 september 2022 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten ;

Gelet op advies nr. 72.539/4 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Er wordt de voorkeur gegeven aan een elektronisch communicatiekanaal voor alle communicatie betreffende de procedure voor de evaluatiecommissie. Als dat niet mogelijk is, wordt er gebruik

des autres modes courants de communication (courrier ordinaire, courrier recommandé, remise en mains propres).

Lorsque cette communication constitue le point de départ d'un délai, il y a lieu de prévoir un accusé de réception de celle-ci.

CHAPITRE II. — Convocations et fixation des audiences

Art. 2. § 1er. La commission d'évaluation accuse réception de chaque dossier.

§ 2. Seuls les dossiers complets sont fixés à l'ordre du jour d'une audience.

Un dossier complet comporte :

1. l'inventaire de l'ensemble des pièces du dossier ;
2. les pièces du dossier d'évaluation défini à l'article 24 de l'arrêté royal du 14 janvier 2022 relatif à l'évaluation dans la fonction publique et afférentes au cycle d'évaluation concerné par le recours ;

3. les coordonnées personnelles complètes de l'évalué, de l'évaluateur et du directeur P&O ou de son délégué.

Le cas échéant, et sans préjudice de son audition, l'évalué communique à la commission d'évaluation son éventuelle motivation écrite, voire pièces complémentaires au dossier transmis, au plus tard le cinquième jour ouvrable qui précède la date d'audience.

L'évalué communique dans le même temps les éléments susmentionnés à l'évaluateur invité à être entendu.

Aucune pièce nouvelle ne peut être ajoutée par l'évaluateur ou toute autre partie intervenante autre que l'évalué au dossier d'évaluation, sans préjudice d'une demande de la commission d'évaluation à l'audience. Le report d'audience de la commission d'évaluation est accordé à la demande de l'évalué suite à la production de documents en exécution du présent alinéa. La commission d'évaluation veille à informer l'évalué de cette opportunité de report.

Art. 3. § 1^{er}. La commission d'évaluation se réunit aux dates fixées par le président.

Les dossiers de stage sont fixés par priorité dans l'ordre du jour.

§ 2. L'ordre du jour est joint à la convocation adressée aux membres de la commission d'évaluation.

Les dossiers fixés sont rendus accessibles aux membres de la commission d'évaluation qui siègent à l'audience, par le biais d'une consultation en ligne. À défaut, une copie des dossiers leur est transmise par un envoi numérique sécurisé ou par courrier ordinaire.

Art. 4. L'évalué et l'évaluateur sont convoqués au plus tard 10 jours ouvrables avant la date d'audience de la commission d'évaluation.

L'évaluateur informe de la date d'audience le directeur P&O ou son délégué.

Les nom et coordonnées de la personne qui assiste le membre du personnel sont communiqués à la commission d'évaluation.

CHAPITRE III. — Déroulement des audiences

Art. 5. Le président de la commission d'évaluation ouvre et clôt les séances, et dirige les débats tout en assurant l'ordre de l'assemblée.

Lorsque le président de la commission d'évaluation relève du même service fédéral que celui de l'évalué, il se fait remplacer.

Lorsque le président est absent ou empêché, les membres désignés par l'autorité désignent entre eux un président pour l'audience, de préférence, parmi les titulaires d'une classe A3 au moins.

Il n'est pas établi de procès-verbal de l'audience.

Art. 6. L'audience se tient à huis clos.

Art. 7. § 1er. L'évalué et l'évaluateur sont entendus ensemble.

L'évalué et l'évaluateur sont tenus informés de la présence de tout autre intervenant à l'audience que la commission d'évaluation pourrait demander à entendre en présence de l'évalué en exécution de l'article 30, alinéa 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 2022 relatif à l'évaluation dans la fonction publique.

La commission d'évaluation entend dans l'ordre :

- 1° en cas de stage, l'évaluateur puis le stagiaire ;

gemaakt van de andere gangbare communicatievormen (gewone brief, aangetekend schrijven, persoonlijke afgifte).

Als die communicatie het beginpunt is van een termijn, moet er worden voorzien in een ontvangstbewijs daarvan.

HOOFDSTUK II. — Oproepingen en vaststelling van de zittingen

Art. 2. § 1. De evaluatiecommissie bevestigt de ontvangst van elk dossier.

§ 2. Enkel dossiers die volledig zijn worden op de agenda van een zitting geplaatst.

Een volledig dossier bevat :

1. de inventaris van alle stukken van het dossier;
2. de stukken van het evaluatiedossier zoals bepaald in artikel 24 van het koninklijk besluit van 14 januari 2022 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt en betreffende de evaluatiecyclus waarop het beroep betrekking heeft ;

3. de volledige persoonlijke gegevens van de geëvalueerde, van de evaluator en van de P&O-directeur of zijn afgevaardigde.

In voorkomend geval, en onverminderd zijn verhoor, bezorgt de geëvalueerde aan de evaluatiecommissie zijn eventuele schriftelijke motivering en aanvullende stukken bij het overgedragen dossier uiterlijk op de vijfde werkdag die voorafgaat aan de datum van de zitting.

Tegelijkertijd bezorgt de geëvalueerde de bovengenoemde elementen aan de evaluator die werd uitgenodigd om te worden gehoord.

Er mag geen nieuw stuk aan het evaluatiedossier worden toegevoegd door de evaluator of elke andere betrokkene dan de geëvalueerde, onverminderd een verzoek van de evaluatiecommissie ter zitting. Het uitstel van de zitting wordt verleend op verzoek van de geëvalueerde na de voorlegging van documenten ingevolge dit lid. De evaluatiecommissie zorgt ervoor dat de geëvalueerde op de hoogte wordt gesteld van deze mogelijkheid tot uitstel.

Art. 3. § 1. De evaluatiecommissie komt samen op de data die de voorzitter vaststelt.

De stagedossiers worden per prioriteit op de agenda geplaatst.

§ 2. De agenda wordt gevoegd bij de oproeping die naar de leden van de evaluatiecommissie wordt gestuurd.

De geagendeerde dossiers worden via onlineraadpleging toegankelijk gemaakt voor de leden van de evaluatiecommissie die aan de zitting deelnemen. Als dat niet mogelijk is, wordt hen een kopie van de dossiers bezorgd via een beveiligde elektronische zending of via de gewone post.

Art. 4. De geëvalueerde en de evaluator worden opgeroepen uiterlijk 10 werkdagen voor de zittingsdatum van de evaluatiecommissie.

De evaluator deelt de zittingsdatum mee aan de P&O-directeur of zijn afgevaardigde.

De naam en de gegevens van de persoon die het personeelslid bijstaat, worden aan de evaluatiecommissie meegedeeld.

HOOFDSTUK III. — Verloop van de zittingen

Art. 5. De voorzitter van de evaluatiecommissie opent en sluit de zittingen en leidt de debatten, waarbij hij de orde handhaaft tijdens de vergadering.

Indien de voorzitter van de evaluatiecommissie tot dezelfde federale dienst behoort als de geëvalueerde, laat hij zich vervangen.

Wanneer de voorzitter afwezig is of verhinderd is, duiden de leden die daartoe aangewezen zijn door de overheid onder elkaar een voorzitter van de zitting aan, bij voorkeur een ambtenaar van ten minste klasse A3.

Er worden geen notulen van de zitting opgemaakt.

Art. 6. De zitting vindt plaats achter gesloten deuren.

Art. 7. § 1. De aanwezige geëvalueerde en evaluator worden samen gehoord.

De geëvalueerde en de evaluator worden op de hoogte gebracht van elke andere betrokkene die door de evaluatiecommissie wordt opgeroepen om te worden gehoord in uitvoering van artikel 30, vierde lid van het koninklijk besluit van 14 januari 2022 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt, in aanwezigheid van geëvalueerde;

De evaluatiecommissie hoort in de volgende volgorde:

- 1° in geval van stage eerst de evaluator en daarna de stagiair ;

2° en cas de recours contre la mention « insuffisant », l'évalué puis l'évaluateur.

Le dernier mot revient à l'évalué.

§ 2. Avant de prendre l'affaire en délibéré à huis clos, le président informe les parties du délai pour la remise de l'avis, la décision ou la proposition.

§ 3. La commission d'évaluation informe oralement l'évalué et l'évaluateur de l'avis, de la proposition ou de la décision à l'issue de la délibération.

CHAPITRE IV. — *Délibération et vote*

Art. 8. Le vote a lieu au scrutin secret en application de l'article 30, alinéa 5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2022. Il s'effectue lors de l'audience conformément aux instructions du président, par le biais de bulletins de vote ou via un système de vote électronique.

Le résultat du vote est communiqué aux membres de la commission d'évaluation immédiatement après celui-ci, avant d'être ensuite consigné sous scellés dans le dossier concerné.

Les membres de la commission d'évaluation s'accordent, au terme de l'audience, sur les éléments de motivation.

CHAPITRE V. — *Avis, propositions, décisions et notification*

Art. 9. L'avis, la proposition ou la décision notifié(e) indique l'ensemble des étapes de procédure suivies et contient notamment les mentions suivantes :

1° la nature du document, à savoir : avis, décision ou proposition et sa date ;

2° les visas, à savoir le préambule faisant référence aux textes qui donnent compétence à la commission d'évaluation pour connaître de l'affaire et l'indication des dates de recours, saisine, convocations ;

3° le nom des membres qui ont délibéré, ainsi que le groupe des services fédéraux dont ils relèvent et, le cas échéant, le nom des membres qui ont été exclus du vote par tirage au sort en vue de rétablir la parité ;

4° le nom, le prénom et la qualité des parties entendues, de la personne qui assiste éventuellement l'évalué, de tout autre intervenant que la commission d'évaluation entend en exécution de l'article 30, alinéa 4, de l'arrêté royal du 14 janvier 2022 (notamment le directeur P&O ou son délégué, etc.) ;

5° le cas échéant, l'accord de l'évalué quant au recours aux nouvelles technologies de communication pour la tenue de l'audience ;

6° le cas échéant, la demande de report de l'évalué en cas de production de pièce par tout autre intervenant à la demande de la commission d'évaluation à l'audience ;

7° la nature de la demande ;

8° la motivation ;

9° le dispositif comprenant l'avis, la proposition ou la décision, après indication du résultat du scrutin secret avec l'information du nombre de voix positives et négatives, et l'éventuelle voix prépondérante du président en cas de partage des voix ;

10° la signature du président.

Art. 10. L'original de l'avis, de la proposition ou de la décision de la commission d'évaluation est conservé par la commission d'évaluation.

Art. 11. La commission d'évaluation archive, par audience et par section linguistique :

1° l'ensemble des dossiers dans lesquels sont ajoutés les écrits de procédure, ainsi que les résultats de votes ;

2° la liste des présences ;

3° l'ordre du jour.

Un tableau récapitulatif des dossiers soumis à la commission d'évaluation par date d'audience et par section linguistique est établi ; il indique notamment :

1° le nom de l'évalué ;

2° le service fédéral qui l'emploie ;

3° l'objet de la saisine (stage ou évaluation) ;

4° la nature de la demande (en cas de stage : licenciement, prolongation, ..., et en cas de recours, la mention « insuffisant ») ;

2° in geval van beroep tegen een "onvoldoende"-vermelding eerst de geëvalueerde en daarna de evaluator.

De geëvalueerde krijgt het laatste woord.

§ 2. Alvorens de zaak achter gesloten deuren in beraad nemen, deelt de voorzitter aan de partijen de termijn mee voor het uitbrengen van het advies, de beslissing of het voorstel.

§ 3. De evaluatiecommissie licht de geëvalueerde en de evaluator mondeling in over het advies, het voorstel of de beslissing dat voortgekomen is uit de beraadslaging.

HOOFDSTUK IV. — *Beraadslaging en stemming*

Art. 8. De stemming is geheim in toepassing van artikel 30, vijfde lid van het koninklijk besluit van 14 januari 2022. De stemming vindt plaats tijdens de zitting overeenkomstig de instructies van de voorzitter, met stembriefjes of door middel van een elektronisch stemsysteem.

Het resultaat van de stemming wordt onmiddellijk na de stemming aan de leden van de evaluatiecommissie meegedeeld, en vervolgens onder verzegelde omslag aan het betrokken dossier toegevoegd.

De leden van de evaluatiecommissie worden het aan het eind van de zitting eens over de motivering.

HOOFDSTUK V. — *Adviezen, voorstellen, beslissingen en kennisgeving*

Art. 9. Het advies, het voorstel of de beslissing waarvan kennis is gegeven geeft alle procedurestappen weer en vermeldt met name het volgende:

1° de aard van het document, namelijk: advies, beslissing of voorstel, en de datum ;

2° de visa, namelijk de preambule die verwijst naar de teksten die de evaluatiecommissie haar bevoegdheid verlenen om de zaak te behandelen en de data van beroep, aanhangigmaking, oproepingen ;

3° de naam van de leden die hebben beraadslaagd alsook de groep van federale diensten waartoe ze behoren en, in voorkomend geval, de naam van de leden die door loting van de stemming werden uitgesloten om de pariteit te herstellen ;

4° de naam, voornaam en de hoedanigheid van de gehoorde partijen, van de persoon die de geëvalueerde eventueel bijstaat, van elke andere betrokkene die de evaluatiecommissie hoort in uitvoering van artikel 30, vierde lid, van het koninklijk besluit van 14 januari 2022 (onder meer de P&O-directeur of zijn afgevaardigde, enz.) ;

5° desgevallend de toestemming van de geëvalueerde met de aanwending van nieuwe communicatietechnologieën om de zitting te houden ;

6° desgevallend het verzoek om uitstel van de zitting in geval van het toevoegen van stukken door elke andere betrokkene op verzoek van de evaluatiecommissie op de zitting ;

7° de aard van het verzoek ;

8° de motivering ;

9° het beschikking gedeelte met het advies, het voorstel of de beslissing, na vermelding van het resultaat van de geheime stemming met mededeling van het aantal positieve en negatieve stemmen, en de eventuele doorslaggevende stem van de voorzitter bij staking van stemmen ;

10° de handtekening van de voorzitter.

Art. 10. Het origineel van het advies, het voorstel of de beslissing van de evaluatiecommissie wordt door de evaluatiecommissie bewaard.

Art. 11. De evaluatiecommissie archiveert, per zitting en per taalafdeling:

1° alle dossiers waaraan de schriftelijke stukken van de procedure alsook de resultaten van de stemmingen zijn toegevoegd ;

2° de aanwezigheidslijst ;

3° de agenda.

Er wordt een samenvattende tabel opgesteld van de dossiers die aan de evaluatiecommissie werden voorgelegd, per zittingsdatum en per taalafdeling; Die bevat met name:

1° de naam van de geëvalueerde ;

2° de federale dienst waar hij werkt ;

3° het voorwerp van de aanhangigmaking (stage of evaluatie) ;

4° de aard van het verzoek (in geval van stage: ontslag, verlenging, ..., en in geval van een beroep, de "onvoldoende"-vermelding waartegen een beroep is ingesteld) ;

5° l'avis, la proposition ou la décision de la commission d'évaluation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 février 2023.

P. DE SUTTER

5° het advies, het voorstel of de beslissing van de evaluatiecommissie.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 februari 2023.

P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2022/42567]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 octobre 2021, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, relative à l'augmentation des salaires des travailleurs des initiatives d'accueil extrascolaire/garderies extrascolaires agréées et subventionnées (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 octobre 2021, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, relative à l'augmentation des salaires des travailleurs des initiatives d'accueil extrascolaire/garderies extrascolaires agréées et subventionnées.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 20 octobre 2021

Augmentation des salaires des travailleurs des initiatives d'accueil extrascolaire/garderies extrascolaires agréées et subventionnées (Convention enregistrée le 16 novembre 2021 sous le numéro 168168/CO/331)

Article 1^{er}. § 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des initiatives d'accueil extrascolaire/garderies extrascolaires agréées et subventionnées ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé (CP 331).

§ 2. Par "travailleurs", on entend : tous les travailleurs des initiatives d'accueil extrascolaire/garderies extrascolaires agréées et subventionnées, à l'exception des accompagnateurs d'enfants.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2022/42567]

15 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, inzake de verhoging van de lonen van de werknemers van de initiatieven voor erkende en gesubsidieerde buitenschoolse opvang/buitenschoolse kinderopvang (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2021, gesloten in het Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, inzake de verhoging van de lonen van de werknemers van de initiatieven voor erkende en gesubsidieerde buitenschoolse opvang/buitenschoolse kinderopvang.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 oktober 2021

Verhoging van de lonen van de werknemers van de initiatieven voor erkende en gesubsidieerde buitenschoolse opvang/buitenschoolse kinderopvang (Overeenkomst geregistreerd op 16 november 2021 onder het nummer 168168/CO/331)

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de erkende en gesubsidieerde initiatieven voor buitenschoolse opvang/buitenschoolse kinderopvang die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector (PC 331).

§ 2. Onder "werknemers" wordt verstaan : alle werknemers in de erkende en gesubsidieerde initiatieven voor buitenschoolse opvang/buitenschoolse kinderopvang, behoudens de kinderbegeleiders.